

Tribune

Rwanda : le plus grand fiasco moral et géopolitique de la Françafrique

Raphaël Glucksmann

Libération, 7 avril 2014

Le monde rend hommage au million de Tutsis exterminés entre avril et juillet 1994 et partage la honte de n'avoir rien fait pour les sauver d'une mort certaine, diffusée en direct sur CNN. La France ne participe finalement pas aux cérémonies. Pourquoi ? Pour une phrase vindicative de Paul Kagamé dans Jeune Afrique ?

Evidemment l'attaque du président rwandais relève d'un calcul politicien. Evidemment, les auteurs et les acteurs principaux du génocide de 1994 ne sont pas français. Mais s'il est un pays qui devrait passer outre les critiques de Kigali et placer l'hommage aux victimes au-dessus de tout, c'est bien le nôtre.

L'intervention de nos soldats en 1990 a sauvé le régime Habyarimana, dont l'idéologie raciste et la machine répressive préparaient le génocide (opération *Noroît*). Les armes, la formation, les conseils fournis gracieusement par notre République au « Hutu Power » lui permit de mener à bien son projet exterminateur. Et l'opération Turquoise de juin – juillet 1994, mise en cause par Kagamé, ex-filtra les cerveaux et les petites mains du génocide vers le Zaïre. Ce qui déclencha ensuite la pire guerre civile de

l'Afrique contemporaine, au cours de laquelle la France officielle a naturellement soutenu Mobutu et ses amis miliciens hutus.

Vingt ans plus tard, notre élite politico-diplomatique n'est toujours pas prête à entendre cela. Pourtant, les choses semblaient avoir bougé. Bernard Kouchner avait rendu un vibrant hommage aux Tutsis exterminés et reconnu les « erreurs » françaises. Nicolas Sarkozy avait rencontré l'ancien ennemi public Kagamé. Le juge Bruguière et les parasites de la politique franco rwandaise laissent la place aux enquêtes sérieuses du juge Trévidic, aux historiens, à un embryon de réflexion collective.

Mais le gouvernement socialiste fait marche arrière. L'année des commémorations a commencé par la légion d'honneur décernée par Aurélie Filippetti au plus actif des révisionnistes, Pierre Péan. Elle se poursuit donc par la politique de la chaise vide à Kigali. Quel est le problème spécifique des socialistes avec le Rwanda ? Si le soutien au régime hutu fut assumé aussi bien par la gauche que la droite (de 1993 à 1995, la cohabitation règne), il avait été décidé, planifié, enclenché

par François Mitterrand en personne et ses plus proches conseillers, dont son propre fils et le toujours influent Hubert Védrine. Le peuple (hutu) contre les seigneurs (tutsis), la menace anglo-saxonne sur notre pré carré, la référence à 1793 pour expliquer les massacres inhérents à la « révolution sociale hutu »... : la grille de lecture surréaliste de la crise rwandaise venait de l'Elysée. Comme toutes les décisions d'engager nos soldats. Et il suffit d'écouter Paul Quilès et d'autres gardiens du temple s'époumoner à la radio pour comprendre que le PS n'a pas fait l'inventaire du mitterrandisme, malgré les appels répétés de Lionel Jospin.

Aujourd'hui, alors que François Hollande et Laurent Fabius peinent à convaincre nos alliés européens d'envoyer le moindre soldat en Centrafrique, il est temps de lever les soupçons d'aventurisme néocolonialiste qui surgissent dès que Paris s'occupe d'Afrique. De Stockholm à Kigali, en passant par Bruxelles, la plupart des capitales européennes et africaines se méfient à juste titre ou non de l'interventionnisme français dans son pré carré. Une analyse publique sans concession de nos errements passés permettrait de convaincre nos partenaires que nous n'allons pas reproduire les mêmes erreurs. Cela commence par le Rwanda, le plus grand fiasco moral et géopolitique de la Françafrique.

Alors que nos représentants combattent sans relâche les histrions qui font de la négation de la Shoah leur

fonds de commerce, ils seraient inspirés d'arrêter de décorer les révisionnistes du génocide des Tutsis et de mettre fin à la litanie des communiqués officiels sur le génocide «rwandais» (évitant de définir les victimes et les bourreaux). Ils devraient aussi prêter moins d'importance à la défense de l'honneur national, bafoué par les politiques passées et les dénis actuels plus que par les attaques de Kagamé, qu'au respect du million de victimes que nous avons, au mieux, laissées se faire massacrer par nos alliés ou, au pire, activement contribuer à éliminer de la surface de cette terre.

Qu'aurait-on dit d'un gouvernement français refusant de se rendre avec le reste du monde à Auschwitz pour commémorer les victimes juives de la barbarie nazie sous prétexte que le président polonais a proféré des accusations dérangeantes contre l'Etat français ? François Hollande a eu peut-être raison de ne pas envoyer Christiane Taubira au Rwanda : il devrait se rendre en personne à Kigali, Murambi et Bisesero.

Il aura fallu cinquante ans pour que l'Etat français reconnaisse son rôle dans la déportation des Juifs et quarante pour appeler la guerre d'Algérie par son nom. Combien de temps avant que nos dirigeants cessent de sauter au plafond lorsqu'on évoque l'aveuglement criminel de la France au Rwanda ?

Raphael Glucksmann Réalisateur